

L'Humanité



rouge

Proétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 278

Mardi 3 juin 1975

NANTERRE

Vigoureuse manifestation antiraciste

C'est pour protester avec indignation et colère contre la multiplication des crimes racistes que plusieurs centaines de Français et d'immigrés ont manifesté au coude à coude samedi dans la banlieue parisienne, à Nanterre. En effet récemment venait d'être annoncée la mort d'un jeune ouvrier Algérien, Alain Khetib, décédé dans les conditions les plus suspectes à la super-prison de Fleury-Mérogis. Les jours précédents on avait trouvé une jeune Algérienne, Yamina, noyée dans la Seine près du pont de Bezons, un Algérien de Colombes père de trois enfants, égorgé, un Algérien, Saïd, égorgé également cité André Doucet à Nanterre.

Guerre au racisme ! C'est un mot d'ordre d'une grande portée. Il permet de combattre les divisions entretenues par les capitalistes et tous les réactionnaires entre Français et immigrés. Car si la bourgeoisie entretient le racisme et si le gouvernement ne prend des mesures que verbales contre les crimes racistes, c'est que fondamentalement c'est une façon pour eux de diviser la classe ouvrière et de préserver la domination de classe bourgeoise.

Mais voilà, les travailleurs immigrés dans notre pays aujourd'hui ce ne sont pas simplement les ouvriers les plus opprimés, c'est aussi et surtout l'immense tiers monde spolié, pillé, malmené par l'impérialisme, mais qui, aujourd'hui debout, tient la dragée haute à tous les colonialistes, sionistes, racistes et impérialistes et frappe au cœur plus particulièrement les deux superpuissances.

A cet égard, la présence du drapeau palestinien et de slogans soutenant la juste lutte du peuple palestinien dans la manifestation de Nanterre ont montré la solidarité du combat antiraciste avec les luttes de libération nationale du tiers monde.

Or comment combattre les deux superpuissances, plus particulièrement le social-impérialisme russe qui menace notre indépendance, sans s'unir profondément et loyalement au tiers monde ?

Cela est impossible. C'est pourquoi le racisme est un instrument des superpuissances destiné à briser le front uni mondial contre l'hégémonie.

Il n'est donc pas étonnant, comme l'ont souligné les militants de l'Humanité-Rouge de Nanterre dans un tract, que le P.C.F., pour préparer le terrain aux impérialistes de Moscou, tente de saboter le développement de toutes les luttes antiracistes...

Et il n'est pas plus étonnant que les antiracistes condamnent la trahison du P.C.F. comme l'a fait une représentante du Comité antiraciste du Lycée Joliot-Curie de Nanterre en disant : « Il faut bien dénoncer le parti soi-disant communiste qui ne fait rien contre le racisme et renforce la division des travailleurs... »

LIEVIN

LES FAITS ACCUSENT

L'enquête sur la catastrophe minière de Liévin, qui fit 42 morts le 27 décembre dernier, se poursuit. La responsabilité criminelle de la direction n'a jamais fait de doute. Le juge Pascal, chargé de l'enquête, a fait, samedi à Béthune, le point sur ses recherches. Le résultat des expertises toxicologiques (qu'il a commandées) lui permettent d'affirmer que « dans les instants qui ont précédé la catastrophe, la galerie où se trouvaient les deux mineurs dont on a pratiqué ensuite l'autopsie était pleine de grisou (...) Le taux de méthane décelé dans le sang des deux mineurs autopsiés est beaucoup trop élevé pour pouvoir s'expliquer par une imprégnation ancienne ».

A noter que la galerie où se trouvaient les corps des deux mineurs, sur lesquels l'autopsie a été faite, était une voie où les gaziers (chargés de déceler d'éventuelles poches de grisou avant la descente des mineurs) ne passaient jamais !

DJIBOUTI

HALTE A LA REPRESSION COLONIALISTE !

Les forces de gendarmerie récemment arrivées de France après les assassinats commis par le colonialisme français la semaine dernière ont été aussitôt engagées dans de vastes opérations de répression. Dimanche matin le quartier d'Ambouchi a été investi par la gendarmerie, les maisons fouillées et leurs habitants évacués. Plusieurs centaines de personnes, dont de nombreux jeunes, ont été conduites dans un terrain vague entouré de barbelés. Plusieurs personnes ont été expulsées de l'autre côté de la barrière de barbelés qui ceinture Djibouti. Par ailleurs, seize personnes arrêtées par la gendarmerie vont prochainement comparaître devant un tribunal colonialiste. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Djibouti pour protester contre la répression. C'est là la preuve que la répression colonialiste ne peut venir à bout de la volonté d'indépendance de la population de Djibouti et qu'au contraire elle l'encourage à développer sa juste lutte.

Quoi qu'elle fasse, la bourgeoisie colonialiste française n'empêchera pas l'histoire d'avancer et aujourd'hui comme hier, elle ne pourra étouffer la soif de liberté et d'indépendance des peuples encore colonisés.

LE MOUVEMENT DE GREVE SE POURSUIT

Malgré le sabotage des dirigeants révisionnistes les mouvements de grève continuent à Melun, Trappes, Créteil, Gennevilliers, Toulouse, Laval.

A Paris 19e, un préavis de grève a été déposé pour mercredi, pour s'opposer à la répression visant des militants syndicaux.

Des mouvements revendicatifs se poursuivent dans la sidérurgie lorraine : aux Acieries de Gandrange, de Sacilor-Rombas et Sacilor-Hagondance, aux Hauts fourneaux à Solfach-Fench ; contre le lock-out et les sanctions prises contre des militants syndicaux, pour des augmentations de salaires.

LE BOURGET

LE CRIMINEL A. TUPOLEV EST DE RETOUR

Au XXXIe Salon de l'aéronautique, qui vient de s'ouvrir au Bourget, les Russes espèrent bien épater la galerie en faisant à nouveau parader leur Tupolev 144. TU 144 c'est cet appareil soviétique, scertifié conforme à Concorde (.), qui au dernier Salon s'est écrasé sur la ville de Goussainville provoquant la mort de 13 personnes. Ce jour-là, les nouveaux bourgeois de Moscou, animés du désir ardent de vendre de nombreux avions, avaient demandé au TU 144 des performances de maniabilité que sa taille ne lui permettait pas d'atteindre.

Deux ans après, c'est le même désir et la même ardeur qui font revenir Alexei Tupolev, sa délégation, et «son» avion. Entre temps, pour ne pas entraver la vente de TU 144, les révisionnistes de Moscou ont exigé que les conclusions de la commission d'enquête franco-soviétique sur les raisons de la catastrophe de Goussainville ne soient jamais rendues publiques ! Ils se contentent d'expliquer l'accident par une défaillance du pilote... c'est que les débouchés offerts par l'aéronautique intéressent au plus haut point le social-impérialisme : tous les ans le trafic augmente de 10 % dans le monde, en huit ans la circulation aérienne double. C'est pour cela que la délégation russe s'efforce d'être convaincante quand elle affirme que le TU 144 sera plus spacieux, plus rapide (de 75 km/h) et moins cher que Concorde.

MOSCOU MALMENE L'EGYPTE

Afin d'essayer d'obliger l'Égypte à brader son indépendance, le social-impérialisme russe cherche à saboter l'économie nationale égyptienne. Alors que l'Égypte connaît de graves difficultés économiques, Moscou vient de lui signifier son refus d'accorder un moratoire pour la dette non-militaire de 500 millions de dollars. Les conseillers russes se livrent par ailleurs au sabotage du barrage d'Assouan en particulier. Le projet d'électrification rurale auquel ils participent n'a pas atteint 10 % des résultats qui auraient dû être obtenus.

Et pendant ce temps la radio russe attaque violemment le développement de la coopération économique de l'Égypte avec d'autres pays du tiers monde. Moscou cherche ainsi à aggraver les difficultés de l'Égypte, provoquées en particulier par l'agression sioniste, pour étouffer son indépendance.

LAGOS

15 PAYS DE L'OUEST AFRICAIN S'UNISSENT

Le 28 mai dernier, 15 chefs d'Etats africains ont signé un traité de création d'une communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO). Un marché commun de l'ouest africain en quelque sorte.

Pourquoi cet accord économique est-il important ? Le président du Nigéria a répondu à cette question dans son discours de clôture : c'est a-t-il dit :

«Un important jalon dans le processus de la décolonisation économique du continent africain, sans laquelle, notre indépendance politique restera limitée et incomplète.»

Il suffit d'examiner quelques instants une carte pour comprendre la nécessité absolue de l'union et de la coopération de ces quinze Etats d'Afrique de l'ouest : petits Etats imbriqués dans de grands territoires, grands pays sans accès maritime, autant d'héritages du colonialisme qui gênent et freinent le développement de ces pays. Surtout, l'unité est plus que jamais nécessaire face aux tentatives et menées actuelles de l'impérialisme, notamment des deux superpuissances contre l'indépendance des Etats ouest-africains. Comme l'a souligné le président du Libéria, lors de la séance d'ouverture de la conférence, disant notamment :

«Les pays de notre région affrontent individuellement et collectivement les sérieux problèmes affectant tous les domaines de notre développement économique. Les événements dans le monde d'aujourd'hui que nous ne pouvons contrôler mais qui affectent directement le développement économique ainsi que la souveraineté politique de nos pays respectifs, suggèrent que nous ne pouvons pas ignorer les changements historiques de notre temps qui nous forcent à nous unir et à utiliser de vastes potentiels de nos ressources communes, plutôt que de rester divisés et de continuer à être exploités.»

L'impérialisme tente de maintenir le tiers monde dans la dépendance ; les pays et les peuples luttent pour l'indépendance économique. Il veut les maintenir divisés ; ils s'unissent. Voilà le courant nouveau de l'histoire d'aujourd'hui, dont l'accord de Lagos est un nouvel et important épisode.

NOUVELLES BREVES D'AMERIQUE LATINE

Le MEXIQUE et la YOUGOSLAVIE viennent de fonder une société mixte pétro-technique afin de coopérer avec les pays du tiers monde riches en pétrole mais dont le niveau technique n'est pas encore suffisant.

Les deux pays ont signé dix autres accords d'échange de technologie.

La GUYANE soutient le mouvement de libération africain ; en 1975, elle fera don de 200 000 dollars guyanais à la lutte libératrice africaine, les 3/4 étant versés à l'OUA (organisation de l'unité africaine) pour les combattants, et le reste pour la reconstruction du Mozambique.

Le VÉNÉZUELA et les ILES St Christopher-Nevis-Anguilla (dans la région est des Caraïbes) renforcent leur coopération économique afin de promouvoir leur développement industriel et agricole.

ITALIE

PLUS D'UN MILLION DE CHOMEURS

Le 27 mai, il y a eu 1,2 million de grévistes dans le secteur des transports et des communications italiens pour exiger du travail pour tous et l'amélioration des conditions de travail. Parmi eux, les ouvriers des usines automobiles et notamment ceux de Fiat qui ont organisé des rassemblements dans leurs usines.

Le lendemain, 1,7 million d'ouvriers agricoles ont débrayé eux aussi.

A propos des 'phalanges' libanaises de Gemayel

UN PASSE CHARGE ...

Ces derniers jours, les «phalangistes» libanais de Gemayel ont de nouveau agressé les combattants et les camps palestiniens.

Qui sont ces «phalangistes» ? D'où sortent-ils ? Qui est Pierre Gemayel ? Son passé, le passé de ce «parti», plus que chargés éclairent bien leurs actes odieux d'aujourd'hui...

Pierre Gemayel défie la chronique des journaux occidentaux, qui le représente comme le porte-parole sinon du peuple libanais, du moins des chrétiens du Liban, et comme par hasard, on ne parle d'eux que pour les opposer aux Palestiniens représentés comme des «intrus» au Liban ou, dans le meilleur des cas, comme des «étrangers». Cette présentation, outre le fait qu'elle est inexacte, oublie complètement l'histoire de ce parti d'extrême-droite et le rôle qu'il a joué depuis 40 ans dans les événements qui ont eu lieu au Liban et dans la région.

Fondé en 1936 par un pharmacien amateur de football et «fortement impressionné par les jeux olympiques de Berlin en 1936, par l'esprit de discipline qu'il avait constaté dans la jeunesse allemande. Ce parti a pris d'emblée le nom et les structures des mouvements fascistes en occident. Dès sa création ce parti bénéficie de l'aide bienveillante des autorités mandataires qui voyaient en lui un instrument pour diviser les Libanais, et il fut de ce fait le seul parti politique autorisé. Reconnus, les phalangistes s'opposaient à tous les partis et hommes politiques qui réclamaient l'indépendance au Liban. La France était "la tendre mère" dont on avait absolument besoin si "Nous, chrétiens nous ne voulons pas être noyés par les arabes".»

Le slogan «Dieu, patrie, famille» était leur seule doctrine. La présence des phalanges était limitée à Bikfaya (village d'origine de Pierre Gemayel) et à un petit quartier maronite de Beyrouth Jourayehi. Leur action politique se limite à la publication d'un quotidien «Al Amal» (le travail).

Pris de cours au moment de l'indépendance du Liban, les phalangistes opposés à l'indépendance se replièrent sur le mot d'ordre «Liban tourné vers l'occident et indépendant du monde arabe». L'appartenance du Liban au monde occidental. La guerre de Palestine allait leur fournir l'occasion de reparaitre sur la scène en facilitant le passage des juifs vers la Palestine et en provoquant des affrontements avec les groupes libanais qui voulaient rejoindre les partisans de Kaoukji qui se battaient dans le sud. C'est ainsi qu'ils attaquèrent et massacrèrent en 1947 tous les ouvriers de l'imprimerie d'un hebdomadaire qui appelait les Libanais à aider les Palestiniens.

En 1956 «Al amal» se félicitait de l'attaque menée par Israël, la France et l'Angleterre contre l'Egypte. «Al amal» reprochait à l'Egypte d'avoir nationalisé les biens des compagnies occidentales et des gros propriétaires (dont certains étaient des Libanais amis de Gemayel et dont la famille résidait en Egypte avant de revenir au Liban).

On comprend qui est Gemayel et son parti : des fascistes, anti-arabes et prêts à tout pour sauver leurs profits et leurs biens. On comprend moins bien que l'ambassadeur d'URSS à Beyrouth reçoive les bras ouverts ce Gemayel dans ses réceptions (voir photo publié dans l'H.R. quotidien du 17 mai 1975 - No 268) ! Mais qui s'assemble se ressemble ; et n'ont-ils pas au fond des points de vue convergents sur le Moyen Orient ?

LAOS

UN DOCUMENT QUI FAIT LE POINT

Le Front patriotique lao vient de publier un important document sur la situation au Laos, qui fait le point sur la situation et assigne à chacun ses tâches à ce moment du combat pour la démocratie, l'indépendance, la paix et la justice au Laos. Ce document indique notamment :

«Grâce à notre lutte pour l'application de l'accord de Vientiane et de son protocole pendant les deux dernières années, la situation dans notre pays a changé en bien: A la suite des victoires qu'ont remportées les peuples du Vietnam et du Cambodge en libérant totalement leurs nations, les diverses couches du peuple lao dans les villes comme à la campagne ont fermement saisi cette occasion favorable pour se lancer dans une puissante lutte coordonnée et sont devenues maîtres de plusieurs localités. Cet élan populaire a semé la panique parmi les impérialistes américains et leurs valets - les réactionnaires lao - dont beaucoup ont démissionné ou se sont enfuis à l'étranger. Beaucoup d'officiers et de soldats de l'armée de Vientiane, d'agents de police et de fonctionnaires ont aussi lutté contre leurs patrons réactionnaires et ont déclaré qu'ils se mettent directement sous la direction du gouvernement d'union et du conseil politique national de coalition, et ils se sont ralliés aux forces patriotiques et au peuple dans tout le pays pour maintenir la paix et pour repousser le sabotage mené par l'impérialisme américain et ses vassaux - les réactionnaires lao -. Ces luttes ont apporté un changement rapide dans la situation de notre pays et l'effondrement du camp des réactionnaires lao.»

«Le changement de la situation actuelle, est dû à la lutte héroïque et ardue pour le salut national menée par les patriotes de toutes les nationalités et de diverses couches sociales au cours de ces 30 dernières années et en particulier à leur lutte victorieuse contre la guerre d'agression déclenchée par l'impérialisme américain et ses laquais (...). Tout cela a considérablement rehaussé le patriotisme et l'esprit démocratique du peuple lao de diverses couches et lui a permis de voir clairement qui sont ses amis et qui sont ses ennemis féroces. A l'heure actuelle, la situation dans le monde, en Asie du Sud-Est et en Indochine nous offre des occasions et conditions très favorables.»

Et de conclure, après avoir examiné dans le détail les tâches actuelles du peuple lao :

«Nous sommes dans une position favorable. Les forces qui aiment la patrie, la démocratie, la paix et la justice, se trouvent chaque jour plus étroitement unies et ont gagné tous les coins du pays. Ce sont les forces qu'aucun ennemi ne saurait vaincre. Nous devons prendre la résolution d'aller en avant, de surmonter toutes les difficultés, de fouler aux pieds l'ennemi et de ne pas lui permettre de redresser la tête. Nous ne devons pas nous contenter des victoires déjà remportées parce qu'elles ne sont que préliminaires. C'est seulement ainsi que nous pourrions développer notre victoire, permettre au royaume du Laos de jouir d'une paix, d'une indépendance, d'une neutralité, d'une unité et d'une prospérité véritables, vaincre complètement l'impérialisme US et ses laquais réactionnaires et les chasser hors de notre pays bien-aimé.»

PARIS-BRUNE

LES RÉVISIONNISTES
TOMBENT LE MASQUE

Les postiers de Paris-Brune ont repris le travail. Nous allons démontrer comment l'administration, en lâchant quelques miettes a aidé les dirigeants révisionnistes et réformistes de la CGT et de la CFDT à porter le coup de grâce à une grève sabotée de bout en bout, en dépit de la détermination des travailleurs.

Jeudi soir, nous étions informés de l'ouverture des pré-négociations le lendemain. Vendredi matin, en réunion d'adhérents CFDT, une proposition d'action a été adoptée à l'unanimité : **délégation de masse, occupant les locaux de la direction du centre de tri**, dans le but de faire pression sur les négociations en cours au ministère. Cette proposition devait être faite à la CGT, puis présentée en AG. Sous prétexte que la CGT devait en discuter dans une « future » réunion, la proposition n'a pas été faite en AG. Toute l'attention était désormais braquée sur les négociations qui auraient débouché dès l'après-midi sur des acquis importants. On apprendra plus tard qu'il n'en était rien. En réalité, il ne s'agissait que de promesses vagues.

A l'AG de la brigade D à 20 heures, on n'offre comme perspective que l'attente du résultat de la négociation. Vers 22 heures 30, les délégués sont de retour ; le bruit court que les quatre sanctions sont levées et que les retenues se limitent à 1/30 du salaire mensuel. En fait, il s'agit d'une retenue complète étalée sur plusieurs mois. Les sanctions sont transformées en « lettres d'observation » au contenu obscur qui ne figureront pas dans le dossier de carrière des travailleurs visés. Les interventions des délégués préparent explicitement le vote pour la reprise, vote qui se déroule dans la confusion : il faut voter plusieurs fois. Alors que les postiers extérieurs à la brigade D sont priés de ne pas participer à ce scrutin, la brigade D votera en fait pour tout le centre, puisqu'aucune autre brigade le lendemain n'aura à se prononcer !

Il était clair pour les dirigeants révisionnistes et réformistes que l'ouverture des négociations était déjà une victoire, sinon le but, quelle qu'en soit l'issue, et que la grève n'avait plus sa raison d'être. Donc plus question de maintenir ou développer le rapport de forces. Cela explique l'abandon de la proposition d'action et l'attente passive des résultats des négociations. L'essentiel pour ces négociations est la négociation ELLE-MEME et non le résultat, la victoire.

Lutter classe contre classe, c'est ne pas accepter de négociation sans rapport de force. Or les négociations importantes sur la plate-forme d'octobre-novembre et le démantèlement s'ouvrent au moment précis où les postiers reprennent le travail.

Tout au long de la grève, la plate-forme a été volontairement maintenue dans le flou, essentiellement sur les cas précis de démantèlement (licenciement, mutations d'office). Cela a permis aux révisionnistes, au premier recul de l'administration sur ce qui ne coûtait rien (levée des sanctions), de faire reprendre le travail en passant sous la table la lutte contre le démantèlement. Cela prouve la justesse de nos analyses précédentes, selon lesquelles les révisionnistes luttent en paroles contre le démantèlement, mais le soutiennent dans les faits (H.R. No 275 et 277), analyses confirmées dans un tract de la section PxCxP Brune du 30 mai, où il est dit : « Le démantèlement des centres de tri a été discuté au cours d'un conseil interministériel présidé par Giscard d'Estaing, non pas pour améliorer les conditions de vie et de travail ou la qualité du service public, mais pour freiner la combativité. »

— Le démantèlement, phénomène de concentration monopoliste (spécialisation, rationalisation capitaliste), ne peut qu'aboutir à une détérioration des conditions de vie et de travail des postiers. Nos camarades des nouveaux centres de tri de banlieue en savent quelque chose. On n'améliore pas le démantèlement (pas plus que le système capitaliste), on lutte contre.

— Quant au « service public », rappelons ce que Jules Guesdès (fondateur du premier parti marxiste en France), écrivait dans « Le cri du peuple » dès le début du siècle :

« La société actuelle ne laisse place à aucun service véritablement public, c'est-à-dire profitable à tous. Publics ?... Ces services ne servent en réalité que la classe privilégiée capitaliste. Seule une société ayant absorbé ou fondu toutes les classes en une seule également propriétaire et également productrice, peut donner lieu à des services réellement publics. C'est-à-dire que l'instauration de ces

derniers est subordonnée à la socialisation des moyens de production et d'échange subordonnée elle-même à la prise du pouvoir politique par le prolétariat et à l'expropriation de la classe capitaliste, ce qui est affaire de révolution ! »

La trahison révisionniste de ces enseignements, comme de la lutte à Paris-Brune, permet à un nombre croissant de travailleurs de démasquer ces faux représentants de la classe ouvrière qui soutiennent la concentration monopoliste, qui essaient d'encadrer le prolétariat pour le livrer désarmé au social-impérialisme de la nouvelle bourgeoisie soviétique.

Les communistes marxistes-léninistes de Brune se sont appliqués activement à les démasquer durant cette grève et confiants dans les masses, s'y emploient toujours davantage.

Les communistes marxistes-léninistes
de Paris-Brune.

P.T.T. AUSTERLITZ

LES RÉVISIONNISTES
CONTRE LA MOBILISATION
DES POSTIERS

Aux PTT (Austerlitz), sitôt connus les événements de Paris-Brune et Paris-Nord, les travailleurs les plus combattifs (notamment des syndiqués CFDT) ont pris l'initiative d'imposer la solidarité et l'action. Les exemplaires du « Parisien libéré » ont pu être détournés, soit bloqués, soit envoyés à l'expéditeur pour « fausse adresse ». Ceci a d'ores et déjà rencontré l'opposition légaliste des chefs-révisionnistes, qui ont pu éviter une riposte plus nette et plus collective à ces envois « sauvages ». Tandis que la CFDT s'efforce d'organiser l'action (mais hélas sans bien voir clair dans le jeu des révisionnistes), ceux-ci sèment en coulisses le découragement, voire l'indifférence. Pendant la période de l'après-grève d'octobre 74 ils n'ont cessé de semer la résignation et le défaitisme et cherché à se disculper de leur trahison par divers artifices (« c'est la faute à FO », « Giscard est trop fort pour le moment, attendons que la « gauche » vienne au pouvoir et hâtons-la... », « Ça continue sous d'autres formes », etc.), à présenter le « protocole Lelong » vomi par les grévistes comme des « acquis à défendre » (les 1700 F, les 200 F pour tous et autres revendications essentielles sont mises au passé lointain ou au futur très éloigné), à faire avaler la coulèvre du démantèlement des bureaux-gares parisiens, voilà à quoi ont visé les diatribes de tracts qu'ils ont déversés depuis 5 mois.

Ainsi, aujourd'hui ce n'est pas bien difficile pour eux de jouer sur les effets de cette politique d'anesthésie et de combiner les lamentations privées sur « la faible combativité présente » avec les roulements de tambour démagogiques en public sur le thème des « on remet ça ».

Qui plus est, le confusionnisme est savamment entretenu par les directions fédérales CGT-CFDT sur la définition des objectifs à poursuivre. La base se demande avec raison dans quelle galère ont-ils encore l'embarquer : Soutien aux travailleurs du « Parisien libéré » en butte aux licenciements et solidarité active avec les sanctionnés de Brune et du Nord ; ou bien cautionnement de la répétition générale que veulent faire de leur lutte les caïds kollabos du « syndicat du Livre » dans leurs velléités d'imiter les museleurs cunhalistes de « Republica » ; ou bien nouvelles grèves tournantes de 24 heures par ci et 48 heures par là pour le « respect » du désirable « protocole Lelong » ? Un tract tiré mercredi après-midi par les bonzes CFDT et l'USAT n'a fait que légitimer ces questions, d'autant qu'il ajoute aux miettes du « protocole Lelong » cette revendication de toute évidence parachutée par les dirigeants CGT, que nulle AG de postiers n'a jamais seulement proposée et dont le caractère diviseur et erroné ne peut échapper : une « indemnité de sujétion spéciale de 250 F » pour les SEULS AGENTS DES CENTRES DE TRI (qui dit indemnité exclut bien sûr la prise en compte pour la retraite, mais pas pour les impôts).

On comprend que ces bien équivoques « perspectives » n'incitent pas à la nécessaire mobilisation des postiers pour leurs revendications et pour soutenir les camarades de Brune et des autres bureaux en lutte, et que, notons-le pour mémoire, le rebatteur trotskyste local du PxCxP a très brillamment et ouvertement combattu en pleine AG, disant tout haut ce que les révisionnistes errent encore des silences ou précautions oratoires d'usage.

Correspondante H.R.

ATELIERS PEKLY

4 SEMAINES DE GREVE
SABOTÉES PAR L'UL CGT

Les Ateliers Pekly (fabrique d'appareils de mesure électrique), Paris 13^e, furent longtemps une entreprise familiale, à caractère paternaliste. Elle groupe 150 personnes. Dans les années 50, une usine annexe — employant actuellement 100 personnes — est implantée en province.

En 1972 un syndicat CGT est formé dans l'usine par des travailleurs récents dans l'entreprise ; de nombreux travailleurs y adhèrent aussitôt. La direction prend peur et accorde satisfaction à une bonne partie des revendications ; une nouveauté parmi celles-ci : une augmentation de 60 F égale pour tous est demandée et accordée. Mais l'inexpérience et la longue empreinte paternaliste rend difficile l'organisation syndicale. Aux demandes suivantes des délégués, un refus formel est presque toujours opposé. La direction sent que la plupart du personnel n'est pas décidé à se battre pour obtenir satisfaction.

Le 25 avril 75, c'est la surprise. La grève éclate dans les services techniques, pour le réajustement des salaires sur ceux d'une entreprise concurrente. Le mouvement s'étend spontanément à la plupart des services de production. L'ensemble des grévistes se met d'accord sur une revendication unitaire : 150 F pour tous, 800 F de prime de vie chère.

Le mouvement tente de s'organiser : un comité de grève, composé d'élus de chaque service est mis en place, des démarches auprès des non-grévistes sont effectuées pour connaître la raison de leur non adhésion.

La solidarité à l'extérieur est organisée (à la troisième semaine de grève) vers les autres entreprises du 13^e, sur le marché, etc. Une collecte est effectuée à l'intérieur auprès des non-grévistes. Trois voyages sont organisés vers l'usine de province, pour les informer de la lutte (deux auront lieu seulement à la quatrième semaine), etc.

Comme il s'agit de la première grève, les difficultés sont nombreuses. Les responsables CGT organisent le sabotage de la grève : ils insistent sur « l'expérience de la CGT pour diriger une grève » (!) pour faire accepter leur vision de la « lutte ». Par deux fois, l'union locale CGT pousse les grévistes à changer leurs décisions. L'UL impose que les grévistes s'en remettent à MM. les « spécialistes ». Tout d'abord, ils « conseillent » de fractionner les revendications... pour qu'elles soient plus acceptables par la direction, alors que cela avait été repoussé à l'unanimité, la veille, par le comité de grève. Devant ce sabotage, une partie des grévistes reprend le travail, et le comité de grève s'évapore.

Ensuite, l'AG des grévistes avait décidé, sur proposition d'un des délégués les plus combattifs d'appeler les non-grévistes à faire une journée de grève de soutien la semaine suivante. L'UL a « proposé » de faire une 1/2 journée le lendemain. Elle fut peu suivie.

Sans arrêt la direction syndicale a freiné les actions qui pouvaient être efficaces, en mettant en avant l'utilité de discussions avec la direction.

Elle a organisé une réunion de grévistes à l'union locale du 13^e et a proposé des formes « d'action » aux grévistes : lettre aux actionnaires, aller voir tous les jours par groupes de 5 ou 6 chacun des directeurs pris à part (les grévistes ont refusé), faire une démarche auprès de l'inspection du travail et faire intervenir « le député » du 13^e (G. Moreau, député du PxCxP) dont le soutien a été d'écrire au ministère du Travail, d'appeler à participer à la manifestation du PxCxP en mettant Pekly en tête du 13^e !

Il ne restait plus à la direction syndicale qu'à donner le coup de grâce à la grève. Cette action honteuse a été faite le jeudi 22 mai : les deux sempiternels délégués traités après avoir pris « conseil » (comme d'habitude) auprès de l'UL CGT, prétextant que quelques personnes voulaient reprendre le travail au lieu de les en dissuader, se sont demandé s'il ne valait pas mieux « conserver l'unité » et tous rentrer en chœur. La lutte se poursuivait sous d'autres formes (!).

La reprise vient d'avoir lieu.

Quelles que soient les suites de cette grève, nombre de travailleurs se posent la question : « Dans quel camp appartient la direction syndicale ? ». C'est dans la lutte que les traîtres à la classe ouvrière montrent leur vraie nature : ils se placent dans le camp de l'ennemi de classe.

Une ouvrière de l'usine

MARCHAIS-LEROY S'EN PRENNENT A CARILLO ET BERLINGUER

Dans «L'Humanité» du 31 mai on peut lire ces quelques lignes :

«Le PS et Soarès utilisent, dans leur attaque contre notre parti, les positions adoptées au sujet des événements du Portugal par les partis communistes italien et espagnol (...)

»Pour ce qui nous concerne, nous ne laisserions pas sans riposte la moindre tentative d'utiliser nos positions pour une campagne anticommuniste contre un parti frère.»

Ce qui n'est rien d'autre qu'une attaque en règle contre les partis révisionnistes italiens et espagnols qui se voient ainsi accusés de cautionner une campagne «anticommuniste». Ceci met à jour l'existence de divergences au sein du mouvement révisionniste entre le P«C»F d'une part, le P«C»I et le P«C»E d'autre part. On sait en effet qu'alors que le P«C»F, dans l'affaire du «Republi-ca» a justifié et appuyé les agisse-

ments du parti de Cunhal ; les partis révisionnistes italiens et espagnols les ont critiqués publiquement. On sait aussi que le PS portugais de Soarès entretient de bonnes relations avec le parti révisionniste espagnol tandis que le P«C»F attaque violemment Soarès. On n'ignore pas non plus que lors de la réunion préparatoire à la conférence des partis révisionnistes d'Europe de sérieuses divergences sont apparues.

Le P«C»E et le P«C»I s'opposent à la volonté de Moscou d'imposer son point de vue tandis que le P«C»F faisait chorus avec les russes.

Le président de la commission de politique internationale du P«C»I, Pajetta, a récemment fait état publiquement de désaccords avec le P«C»F sur la question. Le P«C»F voudrait que règne au sein du mouvement révisionniste une plus grande solidarité... pour le plus grand bien du social-impérialisme russe.

Quand des médecins se préoccupent de la santé des travailleurs

A Corbeil, une dizaine de médecins progressistes, dont deux ou trois influencés ou membres du P«C»F, ont créé un collectif médical. Le premier sujet qu'ils ont voulu aborder : les accidents de travail, et les maladies professionnelles.

Ils ont donc lancé des invitations aux syndicats CFDT et CGT. La CFDT a répondu et plusieurs délégués CFDT des usines de Corbeil (Darbloy, SNECMA, IBM, Grands Moulins de Corbeil) étaient présents au Centre de santé ou se tenait la réunion. La CGT, elle, n'avait envoyé que deux pontes de l'union locale dont l'un est conseiller municipal et membre du P«C»F.

La réunion a débuté par l'intervention de médecins qui ont expliqué leurs motivations, puis des témoignages de délégués sur de récents accidents de travail (Darbloy et Grands Moulins). A ce moment l'un des pontes révisionnistes a pris la parole pour donner son point de vue :

«Que les médecins de Corbeil s'occupent de leurs affaires, ce sont des cadres, ils doivent avant tout préserver l'unité de leur corps...» (voulait-il parler du conseil de l'ordre ? Car presque tous les médecins présents ont signé le manifeste contre le conseil de l'ordre réactionnaire) «... et surtout ne pas faire d'ouvriérisme !

Il leur a ensuite reproché de ne pas suivre l'enseignement post-universitaire et d'entretenir de mauvais rapports avec l'hôpital de Corbeil. Il faut savoir que la municipalité, est membre du conseil d'administration de l'hôpital où un quarteron de médecins réactionnaires tentent d'imposer leur loi, par exemple refus pendant longtemps de créer

une consultation de gynécologie pour ne pas concurrencer leur clinique ou maternité toute proche, refus de pratiquer des avortements, etc.

Il a terminé son intervention en disant qu'actuellement c'est la crise, et que les travailleurs ont mieux à s'occuper que des problèmes de sécurité !!!

Pour finir avant que tout le monde ait quitté la salle, il s'en est pris à un médecin du P«C»F, lui reprochant d'avoir organisé cette réunion publique au centre de santé municipal et de participer à ce collectif.

Ces messieurs les révisionnistes aimeraient être obéis au doigt et à l'œil, ils voudraient devenir les maîtres absolus.

Quant à la médecine, elle est au dessus des classes. Il faut qu'il y règne une bonne entente, «entre cadres» n'est-ce pas... !

Pour ce qui est des conditions de vie et de travail des ouvriers, les révisionnistes ne tolèrent aucune ingérence. C'est leur affaire. Que les médecins retournent à leurs études post-universitaires et se contentent de soigner. Et surtout pas d'organisation en dehors des Comités d'hygiène et de sécurité...

Cette intervention aura démasqué aux yeux des travailleurs présents le vrai visage du P«C»F. Quant aux deux ou trois médecins membres du P«C»F, ils sont restés tout penauds face à l'engueulade qu'ils ont reçue, peut-être leur ouvrira-t-elle les yeux ?

Correspondant H.R.
avec l'aide des participants
à la réunion.

ASSEMBLEE GENERALE DE L'A.S.F.A.⁽¹⁾

Dimanche 31 mai se sont déroulés à Paris, salle des Agriculteurs, les travaux de l'assemblée générale annuelle de l'ASFA (Association de Solidarité franco-arabe).

Le rapport moral présenté par le secrétaire général Lucien Bitterlin, sous la présidence de M. Louis Terrenoire, a été adopté à l'unanimité au cours de la séance du mardi.

Les délégués de province ont ensuite exposé leurs activités respectives à Nancy, Metz, Lille, Marseille, Strasbourg, Lyon.

Au cours de la séance de l'après-midi avec les délégués parisiens, ils se sont répartis dans plusieurs commissions de travail, où les discussions ont été parfois assez animées, notamment dans la commission politique et dans la commission sur le racisme.

Dans la première, une polémique soutenue opposa les partisans de la conférence de Genève, qualifiée par eux «d'une urgente nécessité» et les partisans du rejet des manœuvres dans le Proche-Orient des deux superpuissances, Etats-Unis et URSS. Dans la seconde, à laquelle participaient une majorité d'amis arabes, algériens notamment, fut rejetée la prétention de certains de louer la CGT pour sa prétendue activité de solidarité anti-raciste envers les travailleurs immigrés. Un délégué algérien fit d'intéressantes révélations sur les fonds reçus d'organismes officiels par la CGT au titre d'activités sociales en faveur des travailleurs immigrés et posa d'utiles questions sur l'emploi effectif de ces sommes.

A 17 heures, l'assemblée générale reçut le délégué de l'Organisation de

libération de la Palestine, Ezzedine Kallak, accompagné d'un militant arabe, député dans l'île de Bahreïn. L'intervention du représentant palestinien fut longuement ovationnée. Il y exposa la situation actuelle dans le Proche-Orient et la position de l'OLP. Il apporta d'utiles précisions sur la «conférence de Genève», au sujet de laquelle des opinions différentes s'étaient longuement opposées dans la commission politique comme en assemblée générale. Il remit les choses bien au point en exposant que très probablement cette conférence ne se tiendrait pas et qu'en tout état de cause, les palestiniens n'y étaient pas invités.

Bien que d'un contenu fort positif à 95 %, la résolution politique ne fut alors adoptée qu'à la majorité relative en raison d'une référence trop favorable à la conférence de Genève et pour quelques autres motifs de moindre importance.

En définitive, le bilan de cette journée fut dégagé par M. Bitterlin, et le président Terrenoire, dans une très brève allocution, clôtura les travaux peu avant 20 heures.

Ce bilan largement positif nous paraît œuvrer dans une juste orientation, sur la base des fondements même de cette association : le soutien à la juste cause du peuple palestinien, l'amitié et la solidarité avec le monde arabe, la lutte contre le racisme.

(1) Association de solidarité franco-arabe - 12 et 14 Rue Augereau - 75007 Paris - Tél. 555-27-52. Le siège de cette association a été récemment plastiqué et vidé de ses documents par un kommando sioniste.

Un «ange» est passé

Dans son rapport devant le Comité central du P«C»F, Georges Marchais a déclaré le 29 mai : «Ce n'est pas à Rome, ni à Berlin, ni même à Moscou que se décide la politique du Parti communiste français, c'est à Paris». Mais il devait déclarer quelques temps plus tard dans sa conférence de presse : «Pourquoi voulez-vous que nous calquions notre position sur tel ou tel parti... le modèle yougoslave ne nous convient pas, ni le modèle roumain, pas plus que les modèles italien ou espagnol».

Yougoslave, roumain, italien, espagnol... bizarre non ? Qui accuse le P«C»F d'aller chercher ses directives ou calquer sa position à Belgrade, Bucarest, Rome ou Madrid ? Par contre chacun sait que ce sont précisément les partis yougoslave, roumain, italien, espagnol qui se sont opposés aux tentatives du parti révisionniste russe de créer une organisation commune des partis occidentaux placée l'intégration, ce qui permet à beaucoup de gens en Europe, et pas seulement aux marxistes-léninistes, de dire que le P«C»F est bien aux ordres inconditionnels de Moscou.

Qui, décidément, entre les deux déclarations de Marchais un ange a dû passer plein de «bons conseils», sans doute un ange-gardien.

A ce propos, savez-vous qui représente le P«C»F aux conférences des PC européens ? Et qui est un fanatique partisan de la baguette de Brejnev, Souslov, Ponomarev et Cie ? C'est le tout nouveau membre du Bureau politique du P«C»F, Jean Kanapa ! Lequel Kanapa, est-il besoin de le dire, connaît très, très bien Moscou... il y a séjourné quelques années quand il y était correspondant de L'Humanité.

Lisez PÉKIN-INFORMATION - revue politique
et d'information, l'exemplaire : 0,70 F.